



EXTRAIT DE PÉTITION **(Conforme au Règlement)**

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 26 653 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT QUE le Programme de l'expérience québécoise (PEQ) constituait un programme d'immigration de choix qui a fait la réputation du Québec partout à l'international depuis plus d'une décennie;

CONSIDÉRANT QUE le volet du programme destiné aux diplômés permettait l'intégration au Québec de talents d'exception francophones formés dans nos institutions scolaires prêts à intégrer rapidement le marché du travail;

CONSIDÉRANT QUE le volet du programme destiné aux travailleurs permettait de pérenniser l'apport considérable de ces travailleurs francophones possédant déjà une expérience de travail qualifiée au Québec;

CONSIDÉRANT QUE ces résidents temporaires sont arrivés au Québec alors que les programmes d'accès au PEQ étaient clairs, qu'ils ont respecté toutes les règles du MIFI et qu'ils ont agi de bonne foi en mettant tout en œuvre pour s'enraciner dans leur nouvelle communauté;

CONSIDÉRANT QUE la suppression du PEQ sans préavis a des impacts majeurs sur leur vie et est source de profonde détresse pour des milliers de personnes qui étudient et travaillent au Québec;

CONSIDÉRANT QUE le Programme de sélection des travailleurs qualifiés n'offre aucune prévisibilité et que la très grande majorité de ceux autrement admissibles au PEQ n'y seront jamais invités.

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, signataires, demandons au gouvernement du Québec :

- d'annoncer la réouverture immédiate des deux volets du PEQ et d'en prévoir un nombre d'admission permettant un traitement régulier des demandes; ou alternativement
- de mettre en place une clause de droit acquis pour toutes les personnes qui se trouvaient au Québec à titre de résident temporaire au jour de l'annonce de l'abolition du PEQ.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.

Guillaume Cliche-Rivard
Député de Saint-Henri-Sainte-Anne

3 décembre 2025

Date de signature de l'extrait